

# Introduction

## Sur les sinueux sentiers du contre-terrorisme à l'OTAN

Juillet 2015, sur une base militaire belge. Nous prenons part à un exercice aux armes non létales dans le cadre d'un projet de développement de matériel militaire conduit par l'OTAN, le Programme de travail pour la défense contre le terrorisme (Defense against terrorism programme of work – DATPoW). Nous enchaînons les stands de tir en essayant tour à tour des lasers aveuglants, des canons à eau et à son, des fusils propulsant des projectiles simulant des bruits d'explosion ou tirant des balles en caoutchouc et des fumigènes. Nous y trouvons aussi le fameux pistolet à impulsion électrique Taser. Nous visons des cibles prenant des apparences plus ou moins humaines et tantôt assimilées à l'« ennemi », au « manifestant » ou au désormais bien connu « *bad guy* ». Le « terroriste »<sup>1</sup> que nous attendions de voir sortir de la bouche des différents protagonistes présents tarde à se faire entendre. Même en abordant le sujet auprès d'un militaire néerlandais participant à l'exercice, le terrorisme se prononce à peine sur le bout des lèvres :

JP – Alors, ça fait quoi de tirer sur les terroristes ? [*En ironisant*]

ENQ – [*L'air surpris*] Quels terroristes ?

JP – Bah, ce sont des armes développées dans le cadre du programme de défense contre le terrorisme de l'OTAN. Vous vous entraînez donc contre les terroristes...

ENQ – Euh... oui... mais bon... ce sont des cibles d'entraînement, surtout. Et puis les fonctions des armes sont plus larges<sup>2</sup> !

---

<sup>1</sup> Si notre propos et notre démarche nous inciteront à nous tenir à distance de l'essentialisation de ce type de catégories, nous n'y apposerons plus de guillemets de manière à faciliter la lecture du texte.

<sup>2</sup> Nous précisons ici les modes de présentation des extraits d'entretiens. Dans les dialogues rapportés entre l'auteur et les enquêtés, « JP » se rapporte à l'auteur de l'ouvrage, et « ENQ » à l'enquêté. Lorsque les propos des interviewés sont cités tels quels et sans les questions de l'auteur, aucune abréviation n'est utilisée.

Il est 17 h 30, la journée d'entraînement s'achève. On se dirige vers le mess pour aller dîner avec les militaires. Le temps du trajet entre les stands de tir et le réfectoire, les responsables de l'événement font un court débriefing de la journée. Les avantages et inconvénients des conditions d'utilisation du matériel en milieu opérationnel sont principalement évoqués. Toujours pas de terrorisme en vue. Le dîner s'achève, nous demandons alors à l'officier belge, en charge de la coordination de l'exercice, de nous en dire un peu plus sur ce terrorisme au nom duquel les armes non létales ont été testées toute la journée. Nous réalisons alors finalement que la référence au terrorisme nous préoccupe bien plus que les protagonistes qui tiraient sur les cibles :

JP – Pourquoi ces armes non létales servent à la lutte contre le terrorisme ?

ENQ – Parce qu'elles couvrent beaucoup de fonctions... et puis c'est plus large que la lutte contre le terrorisme, en fait, le programme [DATPoW] a été longtemps focalisé sur l'Afghanistan.

En d'autres termes, plus la journée avance, plus la lutte contre le terrorisme censée justifier l'exercice devient difficilement intelligible. Les participants trouvent curieuse la question qui leur est posée du lien entre l'événement et la cause sécuritaire qui le justifie. Bien plus, ils ne se posent pas eux-mêmes la question de cette articulation. Ils ne ressentent guère le besoin d'en faire état pour parler des armes non létales.

L'exercice nous apparaît d'autant plus étonnant du fait de la diversité des acteurs présents et échangeant sur le matériel testé. Des militaires néerlandais, allemands et belges sont là. L'officier belge en charge de l'organisation de l'événement et de la partie non létale du DATPoW est logé dans la Division artillerie de l'armée de terre. Des fonctionnaires internationaux du Quartier général (QG) de l'OTAN assurant la coordination générale du programme sont également présents : une de la section contre-terrorisme de la Division des défis de sécurité émergents (Emerging Security Challenges Division – ESCD) et un autre de la section des armements terrestres de la Division des investissements de défense (DI). Un expert américain de la Direction des armes non létales (Joint non-lethal weapons directorate) du corps des Marines est là pour faciliter les essais auprès des soldats et recueillir leurs commentaires sur les points positifs et négatifs du matériel. Enfin, des représentants des sociétés privées fabriquant les armes testées sont aussi présents pour en expliquer plus en détail les caractéristiques et les modes d'utilisation. Le représentant de la société LRAD Corporation, fabricant des canons à son, répond ainsi à notre question :

JP – Vos canons à son servent donc pour le contre-terrorisme ?

ENQ – Pour le contre-terrorisme ?

JP – Oui, c'est un exercice de lutte contre le terrorisme...

ENQ – Ah oui, bien sûr... mais pas uniquement, nos technologies servent aussi à la police ou à la gestion des manifestations pour prévenir à longue distance de la présence des forces de sécurité.

Le quotidien de l'observation participante que nous avons menée au QG de l'OTAN entre avril et octobre 2015 était jonché de constats similaires. Avant d'accéder au lieu, la perspective de cette expérience était plus que stimulante, nous nous réjouissions de pouvoir saisir la manière dont les acteurs fabriquent la lutte contre le terrorisme à l'OTAN. Il n'a guère fallu plus d'une semaine pour réaliser la difficulté

inattendue de l'exercice : plus nous essayions de localiser, capturer, délimiter la lutte contre le terrorisme au QG, plus elle nous échappait. Citée au détour d'une phrase d'un document interne, désignant certaines institutions ou initiatives de sécurité dans l'OTAN, ressortant nominalement sans plus d'explications ou de profondeur dans le cadre de discussions entre diplomates ou militaires interagissant dans des contextes aussi variés que la gestion des partenariats, des plans de défense ou des questions d'armement, la lutte contre le terrorisme était d'autant plus omniprésente qu'elle devenait insaisissable.

Les interconnaissances au QG en disaient également long sur cette fluidité. Nous nous guidions à travers l'annuaire interne pour contacter nos potentiels interlocuteurs en scrutant les fonctions de chacun écrites à côté de leurs noms. Nous prenions alors contact avec ceux en charge des dossiers de contre-terrorisme, en particulier dans les représentations permanentes des États membres. En demandant à la diplomate néerlandaise si elle connaissait le DATPoW, celle-ci nous répondait : « Je crois savoir ce que c'est mais je ne suis pas sûre... Vous savez, je travaille surtout sur les questions de partenariats. »<sup>3</sup> Nous proposant de lui apporter une brochure de promotion publique du DATPoW lors d'un prochain rendez-vous, la diplomate nous a rétorqué : « Oui, pourquoi pas, j'aimerais en savoir plus. »<sup>4</sup> *Idem* du côté de la représentation permanente des États-Unis. Alors que nous demandions à la personnalité diplomatique référente sur la lutte contre le terrorisme si elle connaissait son homologue néerlandaise, elle nous a répondu négativement : « Nous ne travaillons pas dans les mêmes comités, en dépit du fait qu'elle puisse, si vous le dites, travailler sur les questions de contre-terrorisme. »<sup>5</sup> Cette hétérogénéité ne semblait pas perturber nos interlocuteurs, bien au contraire. Un diplomate allemand nous rétorquait ainsi qu'« il ne faut pas s'étonner de ne pas voir des ensembles précis et délimités dans le contre-terrorisme à l'OTAN, ce n'est pas comme ça que les choses fonctionnent ici ». Un de nos enquêtés y allait de son propre mot, plus familier : « Oui, c'est le bordel, c'est éparpillé, c'est pas limité. Mais ça fonctionne comme ça, ce n'est pas forcément cohérent, mais on s'y retrouve. Avec toutes les spécialités qu'il y a dans l'OTAN, on ne peut pas faire autrement. »<sup>6</sup>

Nombreuses ont été les discussions avec des fonctionnaires, diplomates ou militaires où la question de la lutte contre le terrorisme à l'OTAN apparaissait davantage comme un automatisme verbal, un tic de langage qu'un secteur sécuritaire homogène et pourvu d'une rationalité professionnelle bien spécifique :

<sup>3</sup> Entretien n° 76, Diplomate de la représentation permanente des Pays-Bas auprès de l'OTAN, septembre 2015.

<sup>4</sup> *Ibid.*

<sup>5</sup> Entretien n° 83, Diplomate de la représentation permanente des États-Unis auprès de l'OTAN, QG de l'OTAN, septembre 2015.

<sup>6</sup> Entretien n° 59, Fonctionnaire du Secrétariat international de l'OTAN, QG de l'OTAN, août 2015.

JP – Est-ce que tu as appris quelque chose sur le terrorisme dans le cadre de tes années dans le DATPoW ?

ENQ – Absolument pas, pas du tout, on s'en fout ! Ce n'est pas la logique [...], on fait du technique<sup>7</sup> !

Comment des professionnels parviennent-ils à produire de la lutte contre le terrorisme au sein d'une même organisation quand elle semble être comprise de manière très différente, voire être parfois traitée comme peu utile à sa conduite quotidienne ? Pourtant issue d'anecdotiques récits ethnographiques, cette question est au cœur d'un phénomène plus large, celui de l'articulation de la vie contemporaine de l'OTAN sur le principe de la gestion de risques. Sous la bipolarité, les politiques de sécurité de l'OTAN étaient structurées par la possibilité délimitée d'un face-à-face avec la menace soviétique et la perspective d'une guerre conventionnelle d'ampleur. À l'inverse, la lutte contre le terrorisme montre que l'Alliance euro-atlantique se trouve aujourd'hui bâtie autour de perspectives sécuritaires diamétralement opposées. Elle recourt moins à des mesures contre des menaces qu'à des actions, sans liens logiques et comprises de façon hétérogène par ceux qui les conduisent, visant des risques multiformes et difficilement identifiables. À l'ordre que représentait la bipolarité et sa logique bien instituée des blocs succéderait un désordre international fait de « défis de sécurité et de risques » polymorphes<sup>8</sup>.

Cet état de fait et les quelques épisodes de terrain relatés trouvent en effet un écho dans les déclarations officielles de plus haut niveau. Clamer la nécessité de définitions communes plus fermes des risques internationaux est devenu un véritable rituel de passage en politique étrangère pour les dirigeants souhaitant se positionner sur la question de l'OTAN. L'actualité en témoigne, en particulier sur le contre-terrorisme. En mai 2017, le président des États-Unis, Donald Trump, insistait de manière pour le moins explicite sur le renforcement obligé des initiatives sur le sujet<sup>9</sup>. À la suite de ses très remarquables propos sur la « mort cérébrale » de l'OTAN dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *The Economist*, le président français Emmanuel Macron appelait ainsi à l'occasion du sommet de Londres de décembre 2019 à une réorientation politico-stratégique de l'Alliance vers la question du terrorisme, un risque assumé comme n'ayant précisément pas de définition commune :

L'OTAN est une organisation de défense collective, contre quoi ? Contre qui s'exerce-t-elle ? Qui est notre ennemi commun ? Notre ennemi commun à tous, au sein de l'Alliance, me semble-t-il, c'est le terrorisme qui a frappé chacun de nos pays. [...] Mais la clarification de cette question suppose d'avoir une définition commune de ce

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> M.-V. RASMUSSEN, « Reflexive Security: NATO and International Risk Society », *Millennium: Journal of International Studies*, 30/2, 2001, p. 285.

<sup>9</sup> C. MINDOCK, « Donald Trump prepares to meet with “apprehensive” Nato with terrorism on the agenda », *The Independent*, 24 mai 2017, <http://www.independent.co.uk/news/world/americas/us-politics/trump-nato-summit-meeting-2017-obselote-comments-campaign-a7754236.html> ; L. NELSON, « NATO's Stoltenberg: I agree with Trump on terrorism and defense », *Politico*, 13 avril 2017, <https://www.politico.eu/article/natos-stoltenberg-i-agree-with-trump-on-terrorism-and-defense> (consultés le 12 avril 2018).

qu'est le terrorisme, de qui sont les groupes terroristes, et de comment agir de manière coordonnée face à eux<sup>10</sup>.

Le présent ouvrage rend compte des raisons de la durabilité post-bipolaire de l'OTAN, en tâchant de comprendre l'institutionnalisation de la *gestion de risques*, véritable leitmotiv de l'Alliance après la bipolarité. Pour ce faire, nous prenons pour cas d'étude la lutte contre le terrorisme après les attentats du 11 septembre 2001. Notre objectif n'est pas de retracer la trajectoire historique de ce dossier à l'OTAN<sup>11</sup>, pas plus que l'évolution générale de la gestion de risques depuis la fin de la Guerre froide. Si nous aborderons bien sûr des dynamiques antérieures aux années 2000-2010, se concentrer sur la lutte contre le terrorisme telle que pratiquée durant cette période est une porte d'entrée opérante pour comprendre la raison d'être contemporaine de l'OTAN. La lutte contre le terrorisme est une forme de paroxysme dans l'implantation de la gestion de risques au sein de cette organisation, et ce, pour trois raisons principales.

Premièrement, la réaction de l'OTAN au 11 septembre 2001 témoigne de l'hétérogénéité de sa réponse à un terrorisme qui devient la composante centrale du discours de l'instabilité internationale post-bipolaire. Au lendemain des attentats de 2001, l'OTAN invoqua l'article 5 du Traité de Washington, la sacro-sainte clause de légitime défense collective, pour la première fois de son histoire. Dans la foulée, l'Alliance adopta le Concept militaire de défense contre le terrorisme (le MC-472), lança une opération de surveillance maritime en Méditerranée (Active Endeavour) et aérienne aux États-Unis (Eagle Assist), toutes deux sous le régime de l'article 5. L'OTAN étendit de manière importante son réseau des partenariats vers les pays d'Afrique et du Moyen-Orient. Elle prit en charge les opérations militaires en Afghanistan (la Force internationale d'assistance et de sécurité – FIAS), adopta et développa un programme de coopération en matière d'armement (le Programme de

<sup>10</sup> E. MACRON, *Déclaration du Président de la République avec Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN*, 28 novembre 2019, disponible sur <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/11/28/declaration-du-president-de-la-republique-avec-jens-stoltenberg-secretaire-general-de-lotan> (consulté le 8 janvier 2020).

<sup>11</sup> Il s'avère d'ailleurs que la lutte contre le terrorisme ne devient un enjeu important à l'OTAN qu'à partir du 11 septembre 2001. Durant la Guerre froide, ce dossier était très marginal du fait de la centralité de la dissuasion nucléaire et du rapport d'adversité avec l'URSS. Le terrorisme était même intégré au schéma bipolaire puisque pensé à travers la théorie du « fil rouge », qui consistait à établir que les actes « terroristes » sont fomentés pour et à partir de Moscou pour favoriser la gestation et le développement de forces communistes dans le monde et déstabiliser plus ou moins gravement le cœur politico-stratégique euro-atlantique. L'OTAN servait alors avant tout de forum de discussion sur l'action de groupes d'extrême gauche, sans avoir de rôle opérationnel en la matière. Après la Guerre froide et le développement du discours de l'« instabilité internationale », la donne change. Le terrorisme est reconnu officiellement comme une menace à part entière à l'intégrité territoriale des États membres. Toutefois, il s'agit d'une rhétorique destinée à affirmer la pertinence de l'OTAN dans un paysage sécuritaire nouveau. Dans les années 1990, la lutte contre le terrorisme est absente des initiatives de l'OTAN, celle-ci se concentrant alors sur les missions de maintien de la paix dans les Balkans et la normalisation des rapports diplomatiques avec la Russie.

travail pour la défense contre le terrorisme – DATPoW) ainsi qu'un Plan d'action pour la gestion des attaques de type nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC) piloté par les Plans d'urgence civils. Plus largement encore, la lutte contre le terrorisme a contribué au lancement de la « Transformation » de l'OTAN. Elle est amorcée à l'issue du sommet de Prague de 2002 et implique une flexibilisation et une technologisation accrue des forces alliées, à travers l'entraînement et le développement de l'initiative militaire clef de l'Alliance, la Force de réaction rapide de l'OTAN (NATO Response Force)<sup>12</sup>.

Deuxièmement, la lutte contre le terrorisme à l'OTAN s'articule à une pratique elle-même bien particulière de la gestion de risques, à savoir la préemption. À visée hautement anticipatrice, la préemption

est résolument fondée en incertitude [...]. Il y a de l'incertitude parce que la menace ne s'est non seulement pas encore entièrement formée, mais [...] parce qu'elle n'a pas même encore émergé. En d'autres mots, la menace est toujours en potentiel de manière indéterminée. C'est une prémisse ontologique : la nature de la menace ne peut être spécifiée. Dans certaines circonstances, elle peut impliquer des armes de destruction massive, mais dans d'autres non. Elle peut se présenter sous la forme d'une étrange poudre blanche, ou encore d'un engin explosif improvisé<sup>13</sup>.

Le 11 septembre 2001 a en effet généré une conception de plus en plus préventive des risques et des menaces dites transnationales. L'élaboration de mesures de précaution (surveillance accrue des populations, protection d'infrastructures, ciblage militaire contre des « terroristes » potentiels) vise à éviter la manifestation d'une menace dont la nature et la potentialité à se réaliser sont inconnues<sup>14</sup>. « Anticiper la prochaine attaque terroriste »<sup>15</sup> nécessite alors des « savoirs déployés pour capturer l'incalculable »<sup>16</sup> :

Attendre que l'ennemi fasse le premier geste n'est pas sécuritaire. Il faut bouger le premier, pour les faire bouger. Il faut les débusquer. Il faut tester et essayer, bouger aussi aléatoirement et de manière imprévisible et omniprésente qu'ils le font [...]. Il faut éviter de s'offrir en cible immobile. [...] [L'ennemi] sera forcé de prendre une forme active, et par-là même deviendra détectable et donc attaquant. En d'autres

<sup>12</sup> P. GALLIS, *The NATO Summit at Prague, 2002*, CRS Report to Congress, Congressional Research Service, 2005.

<sup>13</sup> B. MASSUMI, « Prévention, Dissuasion, Préemption : Changements de logiques de la menace », *Multitudes*, 67, 2017, p. 168.

<sup>14</sup> D. BIGO, L. BONELLI et T. DELTOMBE (éds), *Au nom du 11 septembre... Les démocraties à l'épreuve de l'antiterrorisme*, Paris, La Découverte, 2008 ; C. ARADAU et R. VAN MUNSTER, « Governing Terrorism Through Risk: Taking Precautions, (un)Knowing the Future », *European Journal of International Relations*, 13/1, 2007, p. 89-115 ; M. DE GOEDE, « The Politics of Preemption and the War on Terror in Europe », *European Journal of International Relations*, 14/1, 2008, p. 161-185.

<sup>15</sup> C. ARADAU et R. VAN MUNSTER, « The Time/Space of Preparedness: Anticipating the "Next Terrorist Attack" », *Space and Culture*, 15/2, 2012, p. 98-109.

<sup>16</sup> C. ARADAU et R. VAN MUNSTER, *Politics of Catastrophe: Genealogies of the Unknown*, Oxon, Routledge, 2011, p. 29.

mots, il faut passer à l'offensive pour faire émerger l'ennemi, le faire passer de son état potentiel à une prise de forme actuelle<sup>17</sup>.

Comme nous le verrons en détail, l'OTAN s'est greffée à ce « gouvernement des futurs possibles »<sup>18</sup> à travers des actions visant à éloigner la menace terroriste de la Méditerranée en surveillant les flux maritimes, à élaborer du matériel militaire capable de protéger les troupes contre toute forme d'attaque potentielle, ou encore à combattre en Afghanistan pour y créer les conditions d'une absence probable et future de terrorisme. Cette logique anticipative contraste profondément avec celle de la bipolarité, durant laquelle l'OTAN était structurée par l'appréhension d'une menace déclarée et identifiée. La dimension préemptive de la lutte contre le terrorisme fournit ainsi un cadre d'analyse pertinent pour penser les changements contemporains majeurs survenus à l'OTAN, car cette matrice sécuritaire incarne un stade particulièrement avancé et poussé de la gestion de risques.

Troisièmement, la lutte contre le terrorisme a rendu possibles des politiques de sécurité aux enjeux importants, car reliés à l'exercice du pouvoir militaire de contraindre ou de tuer. Il est donc crucial d'y poser le regard pour comprendre leur actualisation contemporaine au sein d'une instance comme l'OTAN.

### **Bâtir une alternative aux approches dominantes**

La vie post-bipolaire de l'OTAN a généré une littérature foisonnante, qui tente précisément d'expliquer le passage de la rationalité bipolaire à celle de la gestion de l'instabilité internationale et ses risques. Le débat sur les raisons du maintien de l'OTAN est dominé par les discussions entre les paradigmes des théories des relations internationales, à savoir le (néo)réalisme, le néolibéralisme institutionnel et le constructivisme dominant (au sens *mainstream*)<sup>19</sup>. Pour le (néo)réalisme, l'URSS a affaibli la cohésion interne de l'OTAN. L'Alliance perdure avec difficulté car, en l'absence d'une menace clairement identifiée (« *peer competitor* »), l'intérêt des États membres à supporter les coûts d'une défense collective s'en trouve réduit<sup>20</sup>. L'absence d'accords collectifs sur les risques, comme le terrorisme, et les moyens de les combattre cristallise des dissensions qui mettent en danger l'existence de l'OTAN ou la transforment en une série de coalitions d'États flexibles (« OTAN à la carte »)<sup>21</sup>. La principale raison motivant l'existence continue de l'OTAN est le désir

<sup>17</sup> B. MASSUMI, *op. cit.*, p. 171.

<sup>18</sup> L. AMOORE, *The Politics of Possibility: Risk and Security Beyond Probability*, Londres, Duke University Press, 2013, p. 6.

<sup>19</sup> L'appellation « conventionnelle » désigne notamment une différence avec le constructivisme critique de laquelle notre approche se revendique davantage. Cette différence conventionnelle/critique est évoquée par A. MACLEOD, « Les études de sécurité : du constructivisme dominant au constructivisme critique », *Cultures & Conflicts*, 54, 2004, p. 13-51.

<sup>20</sup> J. MEARSHEIMER, « Back to the Future: Instability in Europe after the Cold War », *International Security*, 15/1, 1990, p. 5-56 ; K. WALTZ, « The Emerging Structure of International Politics », *International Security*, 18/2, 1993, p. 44-79 ; R. MCCALLA, « NATO's Persistence after the Cold War », *International Organization*, 50/3, 1996, p. 452.

<sup>21</sup> R. DE NEVERS, « NATO's International Security Role in the Terrorist Era », *International Security*, 31/4, 2007, p. 34-66 ; S. RYNNING, *NATO Renewed: The Power and*

des États-Unis de préserver sa domination sur l'agenda sécuritaire occidental<sup>22</sup>. Plus optimiste, le second courant explique que l'OTAN perdure grâce à son adaptation institutionnelle. L'Alliance reste attractive aux yeux de ses États membres pour traiter de l'environnement de sécurité post-Guerre froide, en particulier pour la puissance hégémonique américaine, en quête d'une légitimité multilatérale dans ses campagnes militaires. Initialement créée pour faire face à une confrontation interétatique, l'armature institutionnelle de l'OTAN a été adaptée pour parer à des risques plutôt qu'à des menaces directes, par le développement de missions non-article 5 et « hors zone » ainsi que par la création de structures de commandement flexibles<sup>23</sup>. Ainsi, à l'inverse du (néo)réalisme, la différence de perception des risques parmi les États membres ne signifie pas un affaiblissement de l'OTAN. Il s'agit plutôt d'une difficulté de sa vie post-bipolaire, régulée à travers des institutions reflétant de nouveaux intérêts nationaux relatifs aux enjeux de sécurité<sup>24</sup>. Le troisième courant, le constructivisme dominant, qui s'est développé dans les années 1990-2000, propose une lecture macrosociologique de la scène internationale, fondée sur l'étude du poids des idées, des représentations sociales et leurs formalisations (dans des normes, règles et identités nationales)<sup>25</sup>. Non seulement ces réalités comptent mais sont tout aussi, voire plus importantes que les facteurs matériels. Ces derniers, puissance militaire ou économique, n'ont d'effets structurants, en termes de rivalité ou de coopération, que dans les formes prises par les systèmes symboliques d'interaction durables entre États<sup>26</sup>. Dans cette perspective, l'OTAN ne serait pas l'expression d'une réponse rationnelle face à une menace ou le fait d'une inertie institutionnelle, mais

---

*Purpose of Transatlantic Cooperation*, New York, Palgrave Macmillan, 2005 ; S. RYNNING, *NATO in Afghanistan: The Liberal Disconnect*, Stanford, Stanford University Press, 2012 ; B. IRONDELLE et L. LACHMANN, « L'OTAN est-elle toujours l'OTAN ? », *Critique internationale*, 53, 2011, p. 70 ; R. RUPP, *NATO After 9/11: An Alliance in continuing decline*, New York, Palgrave, 2006.

<sup>22</sup> T. MOWLE et D. SACKO, « Global NATO: Bandwagoning in a Unipolar World », *Contemporary Security Policy*, 28/3, 2007, p. 597-618 ; S. WALT, « Alliances in a Unipolar World », *World Politics*, 61/1, 2009, p. 86-120.

<sup>23</sup> R. KEOHANE et C. WALLENDER, « Risk, Threat and Security Institutions », in H. HAFENDORN, R. KEOHANE et C. WALLENDER (éds), *Imperfect Unions: Security Institutions Over Time and Space*, Oxford, Oxford University Press, 2002, p. 21-47 ; C. WALLENDER, « Institutional Assets and Adaptability: NATO After the Cold War », *International Organization*, 54/4, 2000, p. 723-730 ; S. MAYER, *NATO's Post-Cold War Politics: The Changing Provision of Security*, New York, Palgrave MacMillan, 2014 ; E. HALLAMS, L. RATTI et B. ZYLA (éds), *NATO Beyond 9/11: The Transformation of the Atlantic Alliance*, New York, Palgrave Macmillan, 2013 ; J. SPERLING, M. SMITH et M. WEBBER, *NATO's Post-Cold War Trajectory: Decline or Regeneration?*, Londres, Palgrave Macmillan, 2012.

<sup>24</sup> C. WALLENDER, « NATO's Price: Shape Up or Ship Out », *Foreign Affairs*, 81/6, 2002, p. 2-8.

<sup>25</sup> D. BATTISTELLA, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de SciencesPo, 2015, p. 316-320.

<sup>26</sup> A. WENDT, « "Ideas all the way down?": On the constitution of power and interest », in *Social Theory of International Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 92-138 ; N. ONUF, *World of Our Making: Rules and Rule in Social Theory and International Relations*, Columbia, University of South Carolina Press, 1989, p. 40.

correspondrait à une « communauté de sécurité » dont l'essence est le partage par les États membres d'une identité libérale-démocratique. L'espace nord-atlantique serait caractérisé par un sentiment commun d'appartenance si élevé qu'il rendrait la guerre impensable entre les États membres de la communauté de sécurité<sup>27</sup>. L'OTAN n'est finalement pas tant une alliance qu'un « système d'action de sécurité collective » qui assure des mécaniques de collaboration pacifiées et inclusives (une « culture anarchique kantienne »<sup>28</sup>) contre des menaces non forcément spécifiées<sup>29</sup>.

Aussi convaincantes que puissent être ces explications, elles présentent de sérieuses limites que le présent ouvrage vise à dépasser. Ces écueils sont au nombre, essentiellement, de trois. Premièrement, les explications fournies fonctionnent sur une lecture trop rationaliste de l'évolution de l'OTAN. Elles reposent sur des fondations intellectuelles discutables qui font des nouvelles problématiques sécuritaires, les risques, des réalités objectives qui pousseraient l'OTAN à évoluer. Cette thèse de l'adaptation, au demeurant très « confortable »<sup>30</sup> car suggérant un lien d'automatisme mécanique et rationaliste entre le comportement d'une organisation et l'état de son environnement, relègue l'OTAN au rang d'une instance semi-passive qui ne ferait que réagir à un incitant extérieur, la fameuse « instabilité internationale ». En réifiant le danger que feraient peser les risques internationaux, au premier rang desquels le terrorisme, sur les pays de l'Alliance ou en objectivant l'identité libérale-démocratique qui la fonde, ces interprétations expliquent la gestion de risques par un fonctionnalisme du meilleur dans un cas (coopérer) et du pire dans l'autre (survivre). Un tel regard empêche de penser comment cette gestion de risques marche concrètement à l'OTAN, car il suppose qu'elle pourrait s'étudier comme un ensemble empirique bien délimité et rationnellement piloté dans le cadre d'une mécanique diplomatique-militaire disputée mais bien huilée. De même, l'OTAN est vue comme entièrement suspendue aux États membres et à leurs décisions. L'OTAN constitue sans conteste une organisation intergouvernementale bien moins intégrée à l'échelle supranationale que ne l'est par exemple l'Union européenne (UE). Il reste que les phénomènes d'autonomisation du travail bureaucratique et professionnel œuvrant aux continuités et aux changements

<sup>27</sup> E. ADLER et M. BARNETT, *Security communities*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 30.

<sup>28</sup> A. WENDT, *op. cit.*, 1999, p. 301-302. L'auteur oppose cette « culture anarchique » à deux autres : la « lockéenne » (compétitive et produisant des rivalités) et la « hobbesienne » (fonctionnant sur de véritables inimitiés) ; T. RISSE-KAPPEN, « Collective identity in a Democratic Community », in P. KATZENSTEIN (éd.), *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*, New York, Columbia University Press, 1996, p. 368.

<sup>29</sup> A. WENDT, « Collective Identity Formation and the International State », *The American Political Science Review*, 88/2, 1994, p. 386 ; V. POULIOT, *International Security in Practice: The Politics of NATO-Russia Diplomacy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010 ; E. ADLER, « The Spread of Security Communities The Spread of Security Communities: Communities of Practice, Self-Restraint, and NATO's Post Cold War Transformation », *European Journal of International Relations*, 14/2, 2008, p. 195-230.

<sup>30</sup> G. DAHO, *La transformation des armées : Enquête sur les relations civilomilitaires en France*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2016, p. 20.

dans la plupart des organisations internationales (OI), y compris à l'OTAN<sup>31</sup>, restent invisibles aux yeux du souverainisme théorique entretenu par les paradigmes de la discipline. Adaptation supposant par extension succès, les lectures fonctionnalistes alignent la capacité de survie de l'OTAN à son habileté à accomplir ses tâches. Ce point de vue est également fort discuté au regard des résultats de certaines de ses missions, en particulier en Afghanistan où il est désormais prouvé que la présence de la FIAS a davantage participé à l'augmentation du niveau de violence dans le pays qu'à sa diminution<sup>32</sup>. D'ailleurs, bien des OI auraient d'ores et déjà disparu si leur existence dépendait de leurs performances.

Au regard de la variété soulevée plus haut avec laquelle la lutte contre le terrorisme est comprise à l'OTAN, on peut légitimement douter de la viabilité de grilles de lecture si rationalistes, en s'interrogeant sur l'existence d'une logique unique et, si l'on peut dire, vraiment « logique » (au sens fonctionnel) dans la désignation des risques au sein de cette organisation. En se déplaçant d'une posture rationaliste vers une perspective sociologique qui ouvre la « boîte noire » de l'OTAN, une voie d'investigation s'ouvre alors. Elle consiste à dénaturer les discours sur les menaces et à questionner leurs conditions d'élaboration, afin de comprendre comment l'OTAN a fait de la gestion de risques la nouvelle raison d'être de son existence.

Deuxièmement, le caractère intrinsèquement dysfonctionnel prêté à la difficulté d'atteindre un consensus multilatéral sur les dangers polymorphes de l'instabilité post-bipolaire est problématique. De manière dominante, ce manque d'accord ou de clarté est considéré comme un obstacle majeur à la vie de l'OTAN, car générant de sérieux obstacles opérationnels et affectant, de manière inquiétante pour les (néo)réalistes et de façon régulée pour les néolibéraux, la cohérence générale de la posture politico-militaire de l'OTAN. D'autant plus que les décisions à l'OTAN se prennent sur la base de l'unanimité, ce qui rend les accords complexes à forger. Un tel argument limite l'investigation des changements à l'œuvre à l'OTAN. Le manque de clarté est une composante centrale du consensus multilatéral. Les jeux complexes des transactions diplomatiques au sein des OI font du flou une partie intégrante de leur vie et, peut-être, la condition de leur existence. Comme l'explique Vincent Pouliot :

L'OTAN est une organisation multilatérale avec de nombreuses fissures (« cracks »).  
La présence de divisions politiques ne devrait pas étonner : les communautés sont

<sup>31</sup> Si nous développerons davantage sur ce point, notons déjà l'existence de propositions portant sur la question de l'autonomie à l'OTAN, en particulier sur le rôle du secrétariat international : O. SCHMITT, « International organization at war: NATO practices in the Afghan campaign », *Cooperation & Conflict*, 52/4, 2017, p. 502-518 ; S. MAYER, « Introduction: NATO as an Organization and Bureaucracy », in S. MAYER (éd.), *NATO's Post-Cold War Politics: The Changing Provision of Security*, New York, Palgrave Macmillan, 2014, p. 1-27 ; R. HENDRICKSON, *Diplomacy and War at NATO: The Secretary General and Military Action after the Cold War*, Columbia, University of Missouri Press, 2006. Notons que, si l'OTAN n'est, officiellement, pas une OI mais une alliance, nous admettons le constat fort répandu dans la littérature selon lequel l'OTAN a tout d'une OI.

<sup>32</sup> S. CHAYES, *The Punishment of Virtue: Inside Afghanistan After the Taliban*, New York, The Penguin Press, 2006 ; A. RASHID, *Descent into Chaos: The U.S. and the Disaster in Pakistan, Afghanistan, and Central Asia*, New York, The Penguin Press, 2009.

toujours structurées par des clivages et des relations de pouvoir. Ce qui compte, dans une perspective de sociologie politique, est comment ces conflits et divergences s'élaborent en pratique<sup>33</sup>.

En suivant cette voie, nous suggérons ainsi qu'il y a beaucoup à gagner à considérer le manque de clarté du consensus de l'OTAN (qui atteint des proportions immenses dans le cadre d'une lutte préemptive contre le terrorisme incarnant une conception radicale de l'incertitude sécuritaire) comme une modalité normalisée de production des négociations multilatérales, qui contribue à transformer l'organisation en question.

Enfin, les explications dominantes réduisent l'analyse de l'OTAN à l'exercice de *la* politique, sans prendre en compte l'articulation qui s'y forge *du* politique. Plus précisément, l'OTAN est traitée comme un pur phénomène de coopération entre États, dont il s'agit alors d'évaluer la solidité et la viabilité dans le temps. Par exemple, les campagnes militaires de l'Alliance, en Afghanistan et ailleurs, sont analysées comme des faits de coopération, de cohésion ou de « partage du fardeau » (« *burden sharing* ») financier et opérationnel<sup>34</sup>. C'est donc *la* politique, comprise comme le façonnement commun de modes et de règles d'organisation, qui serait au fondement de l'OTAN. Or, concevoir la coopération internationale en matière de sécurité par le prisme du bienfait relatif qu'en retirent les États qui y participent laisse dans l'ombre l'exercice de formes de pouvoir inhérent à la logique sécuritaire elle-même, en particulier dans sa violence. Autrement dit, l'étude de la coopération dans le débat interparadigmatique est séparée de la question *du* politique inhérent à la sécurité elle-même. La sécurité est en effet fixée sur la définition de risques ou de menaces qui légitime l'action contre certains sujets humains de l'espace social et politique, ceux qui sont justement estimés comme dangereux. L'exercice coopératif et inclusif du pouvoir de sécuriser implique un ensemble de discours et de pratiques (non) létales excluant ceux ou celles que vise la coopération. S'entendre en commun à l'international sur la sécurité est un geste fondamentalement politique impliquant de distinguer collectivement le normal du suspect, ce qui mérite d'être libre ou enfermé, de vivre ou de mourir, ou, en plus largement, le Soi de l'Autre<sup>35</sup>. La vision paradigmatique de la FIAS ne questionne

<sup>33</sup> V. POULIOT, *International Pecking Orders: The Politics and Practice of Multilateral Diplomacy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016, p. 113.

<sup>34</sup> J. SPERLING, M. SMITH et M. WEBBER, « Operations », in *NATO's Post-Cold War Trajectory: Decline or Regeneration?*, Londres, Palgrave Macmillan, 2012, p. 47-88 ; M. WEBBER, « NATO: The United States, Transformation and the War in Afghanistan », *The British Journal of Politics and International Relations*, 11/1, 2009, p. 46-63 ; I. OMA, « Explaining states' burden-sharing behaviour within NATO », *Cooperation & Conflict*, 47/4, 2012, p. 562-573 ; T. HAESBROUCK, « NATO Burden Sharing in Libya: A Fuzzy Set Qualitative Comparative Analysis », *Journal of Conflict Resolution*, 61/10, 2017, p. 2235-2261.

<sup>35</sup> M. DILLON, *Politics of Security: Towards a Political Philosophy of Continental Thought*, Londres, Routledge, 2003, p. 121 ; J. WELDES, M. LAFFEY, H. GUSTERSON et R. DUVALL, « Introduction: Constructing Insecurity », in J. WELDES, M. LAFFEY, H. GUSTERSON et R. DUVALL (éds), *Cultures of Insecurity: States, Communities, and the Production of Danger*, Minneapolis, University of Minnesota Press, p. 1-35 ; D. BIGO et A. TSOUKALA, « Understanding (In) Security », in D. BIGO et A. TSOUKALA (éds), *Terror, Insecurity and Liberty: Illiberal practices*

pas la logique sécuritaire de plus d'une décennie d'opérations militaires et de visions de l'ennemi (terroriste ou taliban) qui les ont justifiées. Pour reprendre l'exemple de l'Afghanistan, les débats dominants ignorent une large partie des conditions de production de la coopération au sein de la FIAS, à savoir la construction d'un permis d'intervenir, d'une entente de long terme sur le fait que l'option coercitive, et ses conséquences sur le terrain, y était viable. Le courant qui va le plus loin dans le décrochage entre la question de la coopération et de la sécurité est le constructivisme dominant. Concevoir l'existence de l'OTAN comme liée à une identité libérale-démocratique pacifique est une vision partielle et partielle. Il s'agit d'ailleurs d'une position paradoxale sur le plan historique. Tout au long des années 1990-2000, au moment où se développe la proposition constructiviste, l'Alliance s'engage dans des guerres réelles et prolongées, dans les Balkans, en Afghanistan et, plus tard, en Libye. Les constructivistes tombent dans l'illusion de la théorie de la paix démocratique qui confond l'absence de guerre entre États démocratiques et l'absence totale de l'usage de la force par ceux-ci sur la scène internationale<sup>36</sup>. Ole Waever est même allé jusqu'à qualifier l'OTAN de « communauté de non-guerre »<sup>37</sup>. Le constructivisme autonomise ainsi profondément le fait coopératif et ses vertus pacifiques d'une grande partie de ses pratiques de sécurité à l'époque où l'OTAN use de la force au nom de la défense de la démocratie<sup>38</sup>. Autrement dit, la discussion interparadigmatique laisse dans l'ombre, voire euphémise, une dimension cruciale des conditions de production de l'utilité contemporaine de l'OTAN : la qualification de l'(in)sécurité, l'exercice du pouvoir de dire et faire l'action politico-militaire à l'international. Plus fondamentalement, et par extension, ces littératures dominantes ne permettant pas de saisir la question de fond *du* politique au sein de l'OTAN : celle de la nécessité de reconstituer le visage d'un Autre qui, perdu avec la fin de la Guerre froide, donnerait une crédibilité renouvelée à l'existence continue d'une alliance de la taille et du poids politico-militaire de celle de l'OTAN. Comme l'explique Jef Huysmans : « [U]ne perte de menace est un dommage causé à la communauté politique. Si on perd l'autre au nom duquel la communauté se définit, alors cette communauté risque de perdre son nom et de sa cohérence. »<sup>39</sup> En cela, la coopération internationale n'efface donc pas la sécurité et, dans le cadre du passage à l'après-Guerre froide, toute la question se pose de la réarticulation d'une figure de l'ennemi permettant à l'OTAN de se reconstruire

---

*of liberal regimes after 9/11*, Oxon, Routledge, 2008, p. 1-9 ; J. HUYSMANS, « Security! What do you mean? From Concept to Thick Signifier », *European Journal of International Relations*, 42/2, 1998, p. 226-255 ; D. CAMPBELL, *Writing Security: United States Foreign Policy and the Politics of Identity*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1992.

<sup>36</sup> M. DOYLE, « Kant, Liberal Legacies and Foreign Affairs », in M. BROWN, S. LYNN-JONES et S. MILLER (éds), *Debating the Democratic Peace*, Cambridge, MIT Press, 1983, p. 3-57.

<sup>37</sup> O. WAEVER, « Insecurity, Security, and Asecurity in the West European Non-War Community », in E. ADLER et M. BARNETT (éds), *Security communities*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 69-118.

<sup>38</sup> NATO, *NATO as a Community of Values: Manfred Wörner Memorial Lecture*, 2 juin 1999, [https://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions\\_27550.htm?selectedLocale=en](https://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_27550.htm?selectedLocale=en) (consulté le 2 juillet 2018).

<sup>39</sup> J. HUYSMANS, *op. cit.*, p. 239.

une identité institutionnelle viable. La sécurité prend donc une forme spécifique et renouvelée dans ce type d'instance multilatérale, et nous estimons qu'il y a beaucoup à apprendre sur l'existence de l'OTAN en levant ce voile.

### Hétéronomie et matrice de guerre

La solution que nous proposons pour pallier les écueils identifiés (rationalisme réifiant, vision dysfonctionnelle du compromis multilatéral, différenciation coopération-sécurité) est de recourir à une conception *réincarnée* de l'OTAN, à savoir une plongée praxéologique dans la complexité, la contingence des négociations, des jeux d'acteurs et des pratiques de sécurité qui peuplent cette organisation. C'est pourquoi notre travail se situe au carrefour de la sociologie politique, des études critiques de guerre (*Critical War Studies*) et de sécurité (*Critical Security Studies*). Le croisement des trois perspectives permet de dénaturiser les discours sur les menaces, leur évidence, l'objectivité apparente des contre-mesures adoptées, pour étudier le mode de fabrication de ces ensembles et leurs effets politiques sur la vie des organisations d'où ils émergent. En d'autres termes, notre démarche sociologique, dite aussi « critique », n'est pas une posture normative. L'objectif n'est pas de porter un jugement sur l'utilité de l'OTAN ni d'évaluer son efficacité. Conformément à la distinction canonique de Robert Cox entre « *problem-solving theory* » et « *critical theory* »<sup>40</sup>, la posture « critique » de notre approche est avant tout épistémologique. Il s'agit d'opérer un déplacement du regard qui vise à déconstruire et à questionner des catégories et institutions sécuritaires apparemment objectives pour en révéler les fondements historiques et les dynamiques de pouvoir (y compris celles reliées à la violence) qui les portent. En prenant ce pari théorique, nous nous immergeons dans les mondes et pratiques de production de la lutte contre le terrorisme à l'OTAN. Elle n'est pas un ensemble fixe et homogène mais un ensemble de pratiques hétérogènes s'inscrivant dans des relations de pouvoir entre et parmi des acteurs diplomatico-militaires différenciés. Elle n'a donc pas de réalité présociale. Il s'agit d'un discours qui, de manière conjoncturelle, non linéaire, voire parfois peu cohérente, justifie et conditionne les pratiques d'acteurs ainsi que les configurations plus larges des politiques de gestion de risques où ils sont insérés<sup>41</sup>. Nous resituons donc la lutte contre le terrorisme à l'OTAN dans la contingence sociopolitique de sa fabrication. Ce faisant, le livre se veut aussi un moyen de démystifier l'OTAN, en montrant sa fabrique quotidienne. Plus encore que d'autres organisations de défense, car opérant à l'échelle intergouvernementale, l'OTAN est souvent perçue comme l'incarnation d'une « *high politics* » très secrète, conduite dans les plus hautes sphères politico-

<sup>40</sup> R. COX, « Social Forces, States, and World Orders: Beyond International Relations Theory », *Millennium: Journal of International Studies*, 10/2, 1981, p. 126-155.

<sup>41</sup> D. BIGO, « L'impossible cartographique du terrorisme », *Cultures & Conflicts*, article inédit (en ligne), 2005, <http://journals.openedition.org/conflicts/1149> (consulté le 7 avril 2017) ; L. BONELLI, « Un ennemi "anonyme et sans visage" : Renseignement, exception et suspicion après le 11 septembre 2001 », *Cultures & Conflicts*, 58, 2005, p. 101-129 ; R. JACKSON, *Writing the War on Terrorism*, Manchester University Press, Manchester, 2005 ; L. STAMPNITZKY, « Experts, États et théorie des champs. Sociologie de l'expertise en matière de terrorisme », *Critique internationale*, 59, 2013, p. 89-104.

militaires restreintes et opaques de l'État et échappant à toute emprise citoyenne. En « mettant de la chair » sur cette organisation multilatérale à travers une focale sur les relations de pouvoir entre ses acteurs, le livre montre au contraire que l'OTAN constitue une enceinte où les décisions prises ont, non seulement, des effets très concrets qui vont bien au-delà des seuls scénarios de négociations et qui, de surcroît, se fondent sur des logiques sociopolitiques, des « bricolages », communs à bien d'autres politiques publiques, internationales ou non.

À partir de ce positionnement, nous formulons donc l'hypothèse selon laquelle la pérennité de l'OTAN s'explique par un changement de la structure sociale à la base de la désignation politico-militaire des menaces et des manières de les combattre. La notion de structure sociale désigne la distribution générale du pouvoir à l'OTAN, l'anatomie globale des luttes qui animent la formulation de ses politiques<sup>42</sup>. Notre intention est de montrer que l'émergence à l'OTAN de la gestion de risques comme nouvelle doxa, ce nouvel « ensemble de croyances fondamentales »<sup>43</sup> relatif à l'« instabilité internationale », a généré une *segmentation structurelle* de la production de la sécurité. La pratique du pouvoir dans les négociations multilatérales à l'OTAN ne suit plus un modèle convergent qui concentre les luttes autour d'un enjeu délimité, comme ce fut le cas durant la Guerre froide et la possibilité de la confrontation interétatique. L'OTAN de la bipolarité était certes jonchée de tensions. L'OTAN n'avait rien d'une organisation harmonieuse. Ces luttes se concentraient toutefois autour de l'éventualité spécifique de l'affrontement des blocs, comme le reflètent certains débats centraux de l'époque dans l'Alliance sur la place à accorder aux armements nucléaires ou conventionnels dans la politique de dissuasion, à l'importance stratégique du « Front Sud » (Méditerranéen) pour l'URSS ou à la possibilité de répliquer à une attaque avec des armes nucléaires tactiques sur le sol européen. Les risques à contrer étant multiples et non réductibles à une entité commune, l'exercice du pouvoir est réorganisé le long d'une variété de lignes d'action (segments ou configurations sociales, comme nous les appellerons) qui sont différentes dans leurs objectifs, temporalités et trajectoires sociopolitiques. Les politiques de sécurité post-Guerre froide de l'OTAN constituent ainsi des constructions résolument hétéronomes où se situent des luttes d'autorité et des compromis souples autour des pratiques de prévention de risques aux significations particulièrement larges, voire vagues et floues<sup>44</sup>. Cette hypothèse se découpe en deux axes de travail qui en précisent les termes.

Le premier élément de notre hypothèse concerne le regard porté sur les acteurs. L'OTAN est conçue, de manière assez originale au regard de la littérature consacrée à l'Alliance et aux OI, non pas comme un bloc d'États articulant des intérêts nationaux rationnellement formulés, mais plutôt comme un espace transnational. La gestion de risques se trouve alors structurée par une multiplicité de jeux d'acteurs et d'institutions

<sup>42</sup> P. BOURDIEU, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Paris, Seuil, 2000, p. 165.

<sup>43</sup> P. BOURDIEU, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997, p. 30.

<sup>44</sup> À nouveau, nous ne postulons pas que toute l'évolution de l'OTAN est réductible à sa trajectoire post-11 septembre. Nous considérons plutôt que cette phase permet de capturer l'état mature de segmentation de la production de la sécurité dans l'organisation.

qui mobilisent des lignes d'action professionnelles différentes<sup>45</sup>. Les flous dans la désignation des risques proviennent en large partie du fait que bon nombre d'acteurs, autres que les diplomates de haut niveau (militaires opérationnels ou hauts gradés de différents corps d'armées, des ingénieurs en armement, agents du renseignement, fonctionnaires internationaux, industriels de l'armement, experts en psychologie ou en sciences humaines), sont impliqués et aux prises les uns avec les autres quant à la définition légitime de ces mêmes risques. Adoptant un « prisme circulatoire »<sup>46</sup>, nous considérons les divers organes de l'OTAN<sup>47</sup> comme des lieux d'activation et de reproduction des oppositions et solidarités professionnelles rendant possible et tissées dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Concevoir l'OTAN par l'angle sociologique constitue la voie la plus adaptée pour cerner les complexes fondations de la gestion de risques. Cette démarche nous plonge dans la variété des intérêts et systèmes de sens qui entrent en jeu dans les nouveaux modes de fabrication segmentés des imageries des dangers internationaux et leurs moyens de résolution<sup>48</sup>.

À l'intérieur de ces échanges, la lutte contre le terrorisme joue un rôle particulier. L'hétérogénéité des significations de ce discours le rend tout aussi éclaté qu'il assure une fonction sociale et productive bien réelle, celle d'assurer une stabilité aux environnements et échanges professionnels. Le statut d'« attrape-tout »<sup>49</sup> de la lutte contre le terrorisme en raison des risques polymorphes qu'elle recouvre n'a rien d'une anomalie, d'une déviance, d'une pathologie que leurs artisans chercheraient à corriger en précisant son contenu, comme le sous-tend la littérature rationaliste évoquée plus haut, pour qui l'OTAN doit toujours mieux s'adapter aux nouvelles menaces. Il s'agit d'une norme institutionnelle. Les usages flous des catégories sécuritaires ont une fonction sociale et génèrent des pratiques. C'est pourquoi l'accent est mis sur la dimension approximative, générale, contingente, disensuelle, même bricolée<sup>50</sup>, des accords, échanges et croyances collectives, en somme des écologies et anatomies

<sup>45</sup> Nous précisons d'emblée que les logiques interétatiques, entendues au sens des hiérarchies et rapports de force au niveau des États, ne sont pas pour autant exclues de l'analyse. Au contraire, et comme nous le verrons dans le chapitre théorique, le prisme transnational est un très bon moyen de comprendre en finesse et sans tomber dans les excès de réification des théories dominantes la manière dont les États investissent les OI.

<sup>46</sup> A. VAUCHEZ, « Le prisme circulatoire : Retour sur un leitmotiv académique », *Critique internationale*, 59, 2013, p. 9-16.

<sup>47</sup> Pour une présentation synthétique de l'organisation de l'OTAN, nous renvoyons à l'annexe en fin d'ouvrage.

<sup>48</sup> D. BIGO, « La mondialisation de l'(in)sécurité ? Réflexions sur le champ des professionnels de la gestion des inquiétudes et analytique de la transnationalisation des processus d'(in)sécurisation », *Cultures & Conflits*, 58, 2005, p. 53-101 ; G. DAHO, *op. cit.* ; D. AMBROSETTI, *Normes et rivalités diplomatiques à l'ONU : Le Conseil de sécurité en audience*, Bruxelles, Peter Lang, 2009 ; T. BASARAN, D. BIGO, E.-P. GUITTET et R. WALKER (éds), *International Political Sociology: Transversal Lines*, Londres, Routledge, 2017.

<sup>49</sup> B. LAHIRE, *L'invention de l'« illettrisme »*, Paris, La Découverte, 2005, p. 121.

<sup>50</sup> P. ZITOUN, « Définir une solution : un bricolage complexe pour résoudre des problèmes », in *La fabrique politique des politiques publiques : Une approche publique de l'action publique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 75-148 ; A. BERESFORD et D. WAND, « Understanding bricolage in norm development: South Africa, the International Criminal

accidentées mais fonctionnelles, qui fondent la gestion de risques à l'OTAN. C'est là un aspect crucial de l'apport d'une démarche sociologique dans la différence à établir entre ce que Bourdieu appelle la « logique logique » et la « logique pratique » :

Il faut reconnaître à la pratique une logique qui n'est pas celle de la logique pour éviter de lui demander plus de logique qu'elle ne peut donner et de se condamner ainsi soit à lui extorquer des incohérences, soit à lui imposer une cohérence forcée. [...]. C'est dire que les systèmes symboliques doivent leur *cohérence pratique*, c'est-à-dire leur unité et leur régularité, mais aussi leur flou et leurs irrégularités, voire leurs incohérences, les unes et les autres également *nécessaires* parce qu'inscrites dans la logique de leur genèse et de leur fonctionnement, au fait qu'ils sont le produit de pratiques qui ne peuvent remplir leurs fonctions pratiques qu'en tant qu'elles engagent, à l'état pratique, des principes qui sont non seulement cohérents – c'est-à-dire capable d'engendrer des pratiques intrinsèquement cohérentes [...] – mais aussi pratiques, au sens de commodes, c'est-à-dire aisément maîtrisés et maniables parce qu'obéissant à une logique pauvre et économique<sup>51</sup>.

Ainsi, ce qui peut apparaître, d'un regard extérieur et imposé, comme incohérent, flou et dysfonctionnel dans le discours contre-terroriste contemporain possède de réelles fonctions sociales et pratiques, à savoir souder des ensembles professionnels et sécuritaires, qui ne peuvent être lues qu'à travers un regard véritablement sociologique faisant l'effort de capter de qu'il peut y avoir de logique, de fonctionnel, de *normal*, dans ce qui, d'apparence, relève de l'erreur perpétuelle ou du pathologique. En somme, tâcher de comprendre le point de vue des acteurs dans sa pratique et sa nécessité sociale des luttes et du consensus plutôt qu'à travers une perspective externe qui soumet ce même point de vue des acteurs à une logique implacablement (il)logique. Alors, le discours du risque inconnu se présente comme une opportunité pour nombre d'acteurs de faire valoir l'utilité de leur savoir-faire dans l'OTAN, tout autant qu'il permet aux joueurs d'anticiper un minimum le sens du jeu en créant, justement et à travers des relations structurées dans le temps qui balisent le champ des possibles en matière de prises de position, des attentes collectives minimales. L'institutionnalisation de la lutte contre le terrorisme est donc le produit d'espaces sociaux hétéronomes, « faiblement structurés »<sup>52</sup> et façonnés par des compromis aux contours flous. Ces compromis voient s'agréger et s'articuler une multiplicité de points de vue sur ce que doit être la lutte contre des menaces dont la nature et les potentialités de réalisation sont estimées comme impossibles à définir. C'est pourquoi nous irons d'ailleurs jusqu'aux frontières organisationnelles mêmes de l'OTAN, pour montrer comment celle-ci évolue en ouvrant ses limites extérieures à d'autres acteurs et espaces d'interaction comme l'industrie de l'armement, l'UE, le milieu de la navigation civile ou des alliances militaires *ad hoc*. Nous montrerons l'existence

---

Court, and the contested politics of transitional justice », *Review of International Studies*, 0/0, 2020, p. 1-21.

<sup>51</sup> P. BOURDIEU, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, 1980, p. 144-145. Les italiques sont du texte d'origine.

<sup>52</sup> A. VAUCHEZ, « The Force of a Weak Field: Law and Lawyers in the Government of the European Union (For a Renewed Research Agenda) », *International Political Sociology*, 2/2, 2008, p. 128-144.

de deux dynamiques professionnelles interconnectées. Les forces centripètes, qui traduisent des mouvements intégrateurs générés par la lutte contre le terrorisme, dès lors qu'elle permet de faire tenir des agents sociaux aux savoir-faire hétérogènes dans des coopérations sécuritaires communes. Les forces centrifuges, qui relèvent de mouvements « anticoagulants » induits par la lutte contre le terrorisme, dès lors qu'elle rend possible la solidification de légitimités et de savoir-faire d'acteurs aux propriétés différenciées. Ces deux dynamiques (centripète et centrifuge) sont dans une logique de coconstitution simultanée, d'assemblage et de désassemblage, qui forme la dialectique principale de l'hétéronomie de la gestion de risques à l'OTAN.

Notre deuxième axe de travail constituant notre hypothèse explore la raison d'être politique de la gestion de risques à l'OTAN. Les pratiques couvertes par ce champ d'action dans l'Alliance impliquent non seulement des coopérations mais aussi, comme évoqué plus haut, une prétention à dire, à élaborer et surtout à appliquer concrètement, sous différents aspects et en différents lieux, la sécurité politico-militaire contre la menace terroriste. C'est pourquoi nous proposons de montrer que la segmentation post-Guerre froide de la production de la sécurité à l'OTAN reproduit et fait évoluer l'exercice de formes de pouvoir à l'international fixées sur l'usage effectif ou potentiel de la violence organisée. Ce second axe connecte une analyse micro de la gestion de risques à l'OTAN à une étude macro de sa capacité productive au niveau de politiques de sécurité contemporaines de l'Alliance elles-mêmes, et plus spécifiquement de leur dimension potentiellement violente. En faisant dialoguer la sociologie politique, les études critiques de guerre et de sécurité (qui se nourrissent mutuellement encore trop peu, à quelques exceptions près), nous tâcherons de montrer que la modification de la structure sociale de l'OTAN est indissociablement liée à des changements clefs dans la conception et l'exercice de la violence. L'un ne va pas sans l'autre. Les usages fluides de la lutte contre le terrorisme supposent le développement de savoir-faire qui sont reliés plus ou moins directement à l'usage de la violence et contribuent à en faire croître les possibilités d'usage. La violence organisée de l'OTAN se pense dans une dimension globalisée, affranchie de limites temporelles établies et peut s'exercer sur une variété d'entités. Dès lors, la transformation sécuritaire centrale au fondement de la segmentation contemporaine de l'OTAN est le remplacement de l'*horizon de la guerre*, qui caractérisait l'Alliance sous la bipolarité et la possibilité de la confrontation interétatique conventionnelle ou nucléaire, par une *matrice de guerre (matrix of war)*<sup>53</sup>. Celle-ci émancipe la violence militaire de la possibilité limitée de l'affrontement guerrier seul en la diluant, l'irriguant dans de multiples éventualités et politiques de sécurité de l'OTAN, allant du contrôle militarisé des flux humains à la confrontation armée contre-insurrectionnelle de haute intensité en passant par la production de technologies militaires de protection des contingents ou servant le ciblage létal. La gestion de risques à l'OTAN produit ainsi des *politiques*

<sup>53</sup> V. JABRI, « War, Security and the Liberal State », *Security Dialogue*, 37/1, 2006, p. 47-64. Par là, nous n'affirmons pas que la possibilité de la guerre interétatique ou nucléaire a complètement disparu à l'OTAN. Elle reste, bien sûr, un horizon envisageable. Nous expliquons plutôt que, et ce sera l'une de nos ouvertures en conclusion sur l'actualité concernant la « guerre hybride » et la Russie, ce scénario suit lui-même des contours bien moins établis que sous la bipolarité et s'avérerait ainsi pénétré par la logique sociopolitique de la gestion de risques.

*managériales de la sécurité*. Il s'agit d'un mode de gouvernement internationalisé des espaces et des sujets de l'(in)sécurité qui génère et entretient des états d'instabilité sans cesse redéfinis comme tels<sup>54</sup>. De fait, l'OTAN est loin de répondre passivement à des états objectifs d'insécurité, mais exerce un « pouvoir incitatif [...] qui participe de l'émergence actuelle de la menace. [C]omme la menace est de toute façon proliférante, la meilleure option est de l'inciter à proliférer encore davantage »<sup>55</sup>.

En d'autres termes, notre idée principale irriguant ces deux axes pourrait se résumer au fait de démontrer que la rationalité sécuritaire contemporaine de l'OTAN a largement changé, en raison d'une transformation de sa structure sociale, mais que son identité institutionnelle profonde, à savoir l'organisation de la violence et la désignation de la menace, reste, elle, dans une très large mesure intacte et inchangée<sup>56</sup>. À la différenciation sociale de la Guerre froide au cœur de laquelle se situait la domination à l'OTAN des soviétologues, des stratégestes de la guerre nucléaire et conventionnelle<sup>57</sup> succède une hétéronomie largement moins différenciée qui sert de base au développement d'une matrice de guerre. C'est donc le passage d'un couplage historique à un autre qui nous intéresse : *différenciation : horizon de la guerre / hétéronomie : matrice de guerre*. D'où le triptyque de pouvoir qui fera l'objet de notre attention : *surveiller, armer et conduire la guerre*.

<sup>54</sup> D. FASSIN et M. PANDOLFI (éds), *Contemporary States of Emergency: The Politics of Military and Humanitarian Interventions*, Cambridge, Zone Books, 2013 ; D. GREGORY, « The Everywhere War », *The Geographical Journal*, 177/3, 2011, p. 238-250 ; C. ARADAU et R. VAN MUNSTER, *Politics of Catastrophe: Genealogies of the Unknown*, *op. cit.* ; D. BIGO, « La voie militaire de la "guerre contre le terrorisme" et ses enjeux », *Cultures & Conflits*, 44, 2001, p. 5-18 ; J. BACHMANN, C. BELL et C. HOLMQVIST (éds), *War, Police and Assemblages of Intervention*, New York, Routledge, 2015.

<sup>55</sup> B. MASSUMI, *op. cit.*, p. 171.

<sup>56</sup> C'est ainsi, par exemple, que la préemption partage des points communs avec la dissuasion de la Guerre froide. Cette dernière est également fondée sur la gestion de l'incertitude et se tourne vers une menace future puisqu'elle consiste à adopter des mesures visant à empêcher une attaque potentielle et à envisager une capacité de réponse dans ce même cas de figure. Toutefois, la nature, ou plutôt l'intensité, de l'incertitude n'est pas la même. La dissuasion présente des possibilités plus limitées en termes de désignation de la menace et de production des logiques sécuritaires. C'est ainsi que la rationalité sécuritaire de l'OTAN a changé, tout en préservant les acquis historiques de la centralité de la violence et de l'ennemi : « [L]a menace à laquelle [la dissuasion] face est pleinement formée et prête à détoner : l'ennemi possède la bombe et les moyens de la lâcher. [...] Il faut commencer par traduire la menace imminente en danger clair et présent. Il faut pour cela se rendre capable de produire la menace plutôt que de la prévenir. Si votre voisin a une bombe nucléaire, il faut construire l'armement qui vous permettra d'anéantir l'adversaire, même au prix de votre propre annihilation suite à un "hiver nucléaire". En fait, plus vous êtes en mesure de vous détruire en même temps que votre ennemi, mieux vous vous en porterez. » B. MASSUMI, *ibid.*, p. 166-167.

<sup>57</sup> D. BIGO, « La mondialisation de l'(in)sécurité ? Réflexions sur le champ des professionnels de la gestion des inquiétudes et analytique de la transnationalisation des processus d'(in)sécurisation », *op. cit.* ; J.-L. SAMAAN, *La RAND Corporation (1989-2009) : La reconfiguration des savoirs stratégiques aux États-Unis*, Paris, L'Harmattan, 2010.

### Surveiller, armer, conduire la guerre

Ces trois derniers termes sont au cœur de l'ouvrage et, sur un plan méthodologique, en constituent la charpente empirique. Ainsi que nous le relevions plus haut, délimiter l'objet de la lutte contre le terrorisme à l'OTAN n'a rien d'un exercice naturel. Il implique des choix et un découpage dont nous donnerons les grandes lignes. Nous analyserons trois configurations sociales où l'OTAN s'est dit lutter contre le terrorisme, sous des aspects très différents, à la fois en termes d'enjeux politiques (surveillance, armement, guerre), de violence (de la plus imaginée à la plus brutale), de temporalité, mais aussi dans le rapport entretenu par les acteurs à ce discours contre-terroriste. Nous présenterons ici ces initiatives de manière factuelle. Notre ambition n'est pas de réduire la gestion de risques à l'OTAN à ces dernières ni d'affirmer qu'il s'agit d'un découpage qui en refléterait toute la complexité. Il s'agit plutôt d'un choix permettant d'explorer avec une certaine profondeur et acuité l'orientation de notre hypothèse portant sur l'hétéronomie de la vie contemporaine de l'OTAN.

La première est la conduite de l'opération Active Endeavour (OAE). Il s'agit d'un déploiement aéronaval de l'OTAN en Méditerranée. La mission fut lancée en réaction de l'Alliance aux attentats du 11 septembre 2001 et relevait plus spécifiquement des mesures prises dans le cadre de l'invocation de la clause de légitime défense collective, contenue dans l'article 5 du Traité de Washington. Mise en place en octobre 2001, OAE prit fin une quinzaine d'années plus tard, en octobre 2016, pour céder la place à une opération encore en cours : Sea Guardian. OAE fut présentée comme une mission de lutte contre le terrorisme. L'objectif qui lui était assigné était de surveiller les flux de navires commerciaux (de manière de plus en plus étendue sur le plan des techniques et tâches de surveillance) en Méditerranée (d'abord dans l'Est puis dans tout le bassin) via des moyens militaires maritimes et aériens dans l'objectif de « contribuer à décourager et à déjouer les actes de terrorisme en Méditerranée »<sup>58</sup>.

La seconde initiative analysée est le Programme de travail pour la défense contre le terrorisme (DATPoW). Adopté à l'occasion du sommet OTAN d'Istanbul de 2004, le DATPoW est un programme visant à favoriser la coopération et la production dans le domaine de capacités militaires de manière à travailler sur la protection des troupes et l'optimisation de leur capacité à lutter contre les « attaques terroristes »<sup>59</sup>. De nature principalement technologique et technique, le DATPoW recouvre des secteurs de coopération divers comme la « protection des infrastructures critiques » (y compris celle des ports et des côtes), la lutte contre les engins explosifs improvisés (*improvised explosive devices* – IED), le contre-mortier, le renseignement et le ciblage, etc. Le programme est placé sous l'autorité de la Conférence des directeurs nationaux d'armement (CDNA), dont les représentants provenant des délégations nationales au QG de l'OTAN gèrent, sur un plan politique, les programmes d'armement de l'Alliance. Bien que continuant à être formellement relié à la CDNA, le programme a été coordonné, sur un plan bureaucratique, d'abord par la Division des investissements

<sup>58</sup> OTAN, *Opération Active Endeavour*, 2016, disponible sur [http://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics\\_7932.htm](http://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_7932.htm) (consulté le 19 mars 2019).

<sup>59</sup> NATO, *Defence Against Terrorism Programme of Work (DAT POW)*, 2015, disponible sur [http://www.nato.int/cps/en/natohq/topics\\_50313.htm](http://www.nato.int/cps/en/natohq/topics_50313.htm) (consulté le 7 mai 2019).

de défense (DI – principalement en appui des travaux couverts par la CDNA) entre 2004 et 2010 pour ensuite être géré (encore à l'heure actuelle) à partir de la Division des défis de sécurité émergents (ESCD).

La troisième est l'encadrement de la Force internationale de sécurité et d'assistance (FIAS) en Afghanistan. À l'automne 2001, les forces militaires des États-Unis et de leurs alliés envahirent l'Afghanistan en réponse aux attaques du 11 septembre 2001 dans le cadre de l'opération Enduring Freedom (OEF) et renversèrent le gouvernement taliban, alors accusé d'avoir consciemment abrité les auteurs de ces attentats, des membres du réseau Al Qaeda. Suite à cette invasion éclair, les armées occidentales se déployèrent alors durablement en Afghanistan dans le cadre de l'OTAN et de la coalition OEF menée par les États-Unis, qui se transformait elle aussi en mission de plus long terme. Le but politique était l'implantation d'un gouvernement central accepté par la population (celle-ci devant être alors persuadée de sa légitimité) de manière à ce « que l'Afghanistan ne redevienne plus jamais un sanctuaire pour les terroristes »<sup>60</sup>. Cet objectif incluait un volet militaire conséquent en charge de neutraliser l'opposition (« groupes terroristes » et « opposition » ou « insurrection talibane »). Les opérations étaient principalement conduites par la FIAS, pilotée par l'OTAN entre 2003 et 2014<sup>61</sup>. La mission fonctionnait à partir de procédures principalement inspirées de la contre-insurrection, si bien que la FIAS était chargée du contrôle et de la sécurisation militaire des différentes provinces afghanes. Le « verrouillage territorial » étant censé favoriser l'implantation locale des autorités publiques et des projets de reconstruction<sup>62</sup>.

Sur un plan temporel, notre travail s'étend donc de 2001, année de pénétration significative de la lutte contre le terrorisme au sein de l'OTAN, à 2016, année où s'achève Active Endeavour (la FIAS terminant en 2014 et le DATPoW existant toujours à l'heure actuelle). Notre hypothèse et ses axes s'appuient en particulier sur une enquête de terrain, qui s'est concrétisée par une observation participante, sous forme de stage, de 7 mois au QG de l'OTAN à Bruxelles conjuguée à 96 entretiens<sup>63</sup>. Ceux-ci ont été conduits avec des fonctionnaires internationaux, des

<sup>60</sup> OTAN, *La mission de la FIAS en Afghanistan (2001-2014)*, 2015, [http://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics\\_69366.htm](http://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_69366.htm) (consulté le 7 mai 2019). Cet argument de la « désanctuarisation » revient systématiquement dans les déclarations estampillées OTAN (sommets, déclarations communes, etc.).

<sup>61</sup> Entre 2001 et 2003, la FIAS fut placée sous la responsabilité de l'ONU et était assurée par des rotations nationales de 6 mois durant lesquelles l'un des États intervenants assurait la tête et l'organisation des opérations.

<sup>62</sup> En 2014, la FIAS se termine et cède la place à une autre mission pilotée par l'OTAN et destinée à soutenir sur le moyen-long terme les forces de sécurité afghanes, Mission Resolute Support.

<sup>63</sup> Nous étions situé au sein de la section contre-terrorisme de la Division des défis de sécurité émergents (ESCD), où nous y étions présent en tant que stagiaire et chercheur, ce qui était connu de l'ensemble de nos interlocuteurs. Aucune information ou fait constatés dans nos fonctions de stagiaire n'a été utilisé pour cette recherche. Tous les extraits d'entretiens rapportés proviennent d'échanges explicitement conduits à des buts de recherche. L'intégralité des documents, OTAN ou non, mobilisés par cette recherche sont d'accès public. Pour davantage de précision sur la conduite du terrain d'enquête, nous renvoyons à J. POMARÈDE,

militaires, diplomates, conseillers civils et experts régulièrement impliqués dans le processus décisionnel à l'OTAN. Élaboré pour obtenir un accès rapproché aux institutions internationales, ce type d'approche ethnographique permet de « porter une plus grande attention aux pratiques et actions quotidiennes socialement incarnées, contrant ainsi la critique des Relations internationales comme une discipline statique et stato-centrée, mal adaptée pour capturer les complexités de la vie politique »<sup>64</sup>. Notre accès quotidien aux professionnels a été l'opportunité de reconstruire les forces sociopolitiques à l'œuvre au sein des configurations décrites. Ce travail de terrain nous a permis d'observer et de récolter des données sur des dynamiques de pouvoir et institutionnelles jusqu'ici restées invisibles aux yeux des approches dominantes en raison de leur rationalisme et de leur lecture macro des politiques multilatérales. En appui aux entretiens et aux données recueillies lors de notre séjour à l'OTAN, nous avons également utilisé des sources ouvertes comme les mémoires d'acteurs, les déclarations et rapports officiels public ainsi que les câbles diplomatiques publiés par l'organisation non gouvernementale Wikileaks<sup>65</sup>.

### Plan de l'ouvrage

L'ouvrage s'ouvre sur une formalisation théorique de type sociologique du maintien de l'OTAN (chapitre I). Nous montrons que les spécificités politiques et transnationales de la gestion de risques à l'OTAN peuvent se lire à partir d'une analyse de la variété des discours, stratégies et pratiques de légitimation des acteurs des mondes de la sécurité. Le livre se poursuit à travers trois grandes parties d'analyse.

En se concentrant sur l'opération Active Endeavour, la première porte sur la composante surveillance de notre triptyque de pouvoir. Nous partons du constat selon lequel jamais aucun terroriste n'a été arrêté au sein d'OAE ni ne s'est manifesté en Méditerranée. Les chapitres II et III montrent alors comment cette mission s'est néanmoins, et paradoxalement, maintenue, sophistiquée et élargie, au point de ne plus seulement chercher à détecter la menace terroriste, mais de sécuriser la circulation des navires marchands et les flux migratoires. Il s'agit plus spécifiquement de comprendre comment la lutte contre le terrorisme a joué dans l'évolution de l'OTAN vers une rationalité policière de contrôle et de mise en ordre, adossée à des possibilités d'user de la force contre une variété de sujets non militaires, dont les populations migrantes.

---

« Ethnographie et secret diplomatico-militaire : réflexions sur une observation participante dans le contre-terrorisme de l'OTAN », *Cultures & Conflits*, à paraître.

<sup>64</sup> J. H. SANDE LIE, « Challenging Anthropology: Anthropological Reflections on the Ethnographic Turn in International Relations », *Millenium: Journal of International Studies*, 41/2, 2013, p. 201-220 ; C. LEQUESNE, *Ethnographie du Quai d'Orsay : Les pratiques des diplomates français*, Paris, CNRS éditions, 2017 ; M. LOUIS, L. MAERTENS et M. SAIGET, « L'enquête de terrain », in G. DEVIN (éd.), *Méthodes de recherche en relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016, p. 139-158 ; H. GUSTERSON, *Nuclear rites: a weapons laboratory at the end of the Cold war*, Berkeley, University of California Press, 1996 ; J. SIMÉANT, « Localiser le terrain de l'international », *Politix*, 100, p. 129-147.

<sup>65</sup> Sur une utilisation similaire des câbles Wikileaks, voir notamment : F. POUPONNEAU, « Une division internationale du travail diplomatique : Analyse de la politique étrangère française autour du problème du nucléaire iranien », *Revue française de science politique*, 63/1, 2013, p. 51-73.

En prenant pour point d'appui le Programme de travail pour la défense contre le terrorisme (DATPoW), la seconde partie se concentre sur une autre composante de notre triptyque, *armer*. Notant la grande pluralité des acteurs et des initiatives technologiques couvertes par le DATPoW, les chapitres IV et V cernent comment la lutte contre le terrorisme a participé à l'extension progressive des fonctions et des réseaux de professionnels du programme. Cette dynamique implique alors la production et la diffusion, voire une banalisation, de discours militaro-techniques sur le terrorisme et d'ingénieries partiellement autonomisés et indépendants de situations opérationnelles concrètes et spécifiées, d'autant plus que le programme s'avérait pénétré par les dynamiques de concurrence hypertechnologisée du marché privé et industriel de la sécurité. Une initiative comme ce programme capacitaire fonde alors à l'OTAN deux tendances légitimatrices : une autosuffisance technostratégique, où la menace terroriste se définit et prend forme dans la production de contre-mesures militaires qui imaginent de façon illimitée les possibilités de leurs usages ; un effacement de la mort, où la brutalité possible de la violence supposée par les armements développés est diluée dans un faisceau éthéré de technologies de guerre.

La troisième partie est dédiée à la dernière configuration, la FIAS en Afghanistan, et à l'ultime aspect de notre triptyque de pouvoir : *conduire la guerre*. Nous partons du constat selon lequel le durcissement de l'usage de la force par l'OTAN est allé de pair avec une instabilité durable, si ce n'est croissante, du paysage sécuritaire en Afghanistan<sup>66</sup>. Nous analysons de ce fait le rôle générateur qu'ont pu jouer, dans la production de cette situation, les usages non linéaires et parfois contradictoires de la lutte contre le terrorisme. Les chapitres VI et VII s'interrogent sur la réinvention quotidienne d'une vaste intervention extérieure en dépit de ses impasses objectives. Il s'agit de problématiser sociologiquement l'usage de la force au sein de l'OTAN. Nous plongeons dans la contingence de ses définitions et de ses enjeux de qualification afin de mieux cerner les opérations de rationalisation quotidienne qui font émerger des croyances collectives parmi un ensemble d'acteurs selon lesquelles la « désanctuarisation » de l'Afghanistan était possible et, par conséquent, que le recours à la force était utile, en dépit de ses impasses quotidiennes. L'OTAN devient alors un espace où se négocie l'application d'une violence physique organisée, où celle-ci fait l'objet de disputes et d'ententes collectives produisant et ritualisant une violence autosuffisante de la lutte préemptive contre le terrorisme.

---

<sup>66</sup> S. CHAYES, *op. cit.* ; A. RASHID, *op. cit.* ; R. GHIASY, « Afghanistan's political elite continues to jeopardize stability », Stockholm, *SIPRI*, 26 avril 2017, <https://www.sipri.org/commentary/blog/2017/afghanistans-political-elite> ; R. PONZIO, « Stability in Afghanistan is Regional, Stupid », *Foreign Policy*, 8 décembre 2015, <https://foreignpolicy.com/2015/12/08/stability-in-afghanistan-is-regional-stupid> ; J. ROBBINS, « Fragile Afghanistan faces uncertain future », *BBC News*, 5 décembre 2014, disponible sur <http://www.bbc.com/news/world-asia-30328591> (consultés le 17 juillet 2020).